



**Rapport sur l'évaluation rapide multisectorielle menée dans la Commune Rurale d'OICHA en
Zone de Santé Rurale d'OICHA /Territoire de Beni
Province du Nord-Kivu.
Ehtools : 4162
Du 28 au 31 Janvier 2022**



ASDI-RDC : Photo prise lors d'un focus groupe dans la cellule Mutokamba, quartier Oicha 1^{er}, Commune rurale d'Oicha, Le 29 Janvier 2022

Date du rapport : 05/02/2022

Pour plus d'information,

Nom	Position	Contact	E-mail
Stella KAVIRA KAHONGYA	Coordinatrice zone Est ASDI-RDC	+243 0990477668	asdirdcdev@gmail.com
Bienvenu KAMBALE SIKWAYA	Program Manager ASDI-RDC	+243 991 283 517	sikwayabd@gmail.com

0. RESUME DU RAPPORT

Période d'évaluation	Du 28 au 31 Janvier 2022
Zone d'évaluation	Aires de Santé de PAKANZA, MASOSI, MAMBABEKA, MABASELE et TENAMBO, commune rurale d'Oicha, Zone de santé d'Oicha.
Mouvements de populations	Du 1 ^{er} Août 2021 au 22 Janvier 2022, au total 8522 ménages (environ (51132 personnes) déplacés internes ont été enregistrés en commune d'Oicha.
Services de sécurité présents	La zone est sécurisée par la PNC, les FARDC, l'ANR, la Monusco ainsi que les autorités locales.
Accessibilité Physique	La commune rurale d'Oicha est physiquement accessible pendant toutes les saisons en véhicule de toute marque sur une route nationale N°4 asphaltée.
Sécurité	Relativement calme au centre de la commune rural. Toutefois, elle demeure volatile dans les quartiers périphériques à la suite de la présence des présumés éléments ADF actifs dans le Territoire de Beni avec des incursions sporadiques.
Menaces	Meurtres, enlèvements, coups et blessures, viols et agressions sexuelles, pillages, incendies. Avec présence des engins explosifs souvent du type artisanal
Sécurité alimentaire	Les ménages tant autochtones que déplacés subissent les effets liés à l'occupation des zones de production par les présumés ADF-Nalu. L'insécurité observée dans la zone rend l'accès difficile aux ménages tant déplacés que hôtes qui accèdent à un repas par jour composé de fois des tubercules accompagnées aux légumes. L'accès aux protéines tant animales que végétales est devenu difficile par la suite des crises récurrentes qui causent une faible production. La production locale des animaux s'est réduite jusqu'environ de 10% de la production d'avant crise. Il s'observe une hausse des prix des diarrhées alimentaires au niveau des marchés locaux. Pour faire face à la crise alimentaire, les ménages optent pour : • La limitation de la consommation des adultes au profit des enfants ; • La Diminution de la quantité et du nombre de repas en une journée ; • La consommation des aliments à moindre valeur nutritive (moins chères et moins préférés.
Abris	Les familles déplacées vivent dans des familles d'accueil, maisons en location, écoles ou abris construits par AIDES avec le financement du HCR.
AME	Le manque d'ustensiles de cuisine et autres biens de 1 ^{ère} nécessité (jerrican, de kits de dignité, literies, moustiquaires). La majorité des PDI passent nuit à même le sol. Risques de contracter des maladies liées aux intempéries.
Eau	La couverture en eau potable est estimée à seulement 30 % en commune d'Oicha. Il se pose encore un problème d'accès à l'eau potable dans la zone, englobant les ménages tant des autochtones que des PDI.
Santé et Nutrition	Pour le dernier trimestre de l'année 2021, le taux d'utilisation de service curatif est en dessous de la moyenne soit 31.93 %. Le taux moyen de morbidité chez les enfants de moins de 5 ans lié aux IRA serait de 9.27 %, le Taux de morbidité lié au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans envoisinerait le 16,98 %. La moyenne de rupture des médicaments serait de 11 jours. Le taux des enfants de 6 à 59 mois avec PB < à 115 mm serait inquiétant, soit ≥ 49%. Centres de santé

	occupés ou pillés dans la zone de départ sont CS KUKUTAMA, MUSUKU, MAMOVE, SAMBOKO et KITHEVYA).
Violences sexuelles et basées sur les genres	Au cours de ce mois de Janvier, l'on a enregistré deux cas de viol sur une femme et une fille au quartier Mambanike. Les auteurs seraient les hommes en main armés non identifiés. La rupture des intrants comme Test VIH/SIDA : Unigold, Double check et Déterminé dans les CS exposerait les VVS à plusieurs risques.
Hygiène et assainissement	Environ 60 % de la population disposerait des latrines dont 30% hygiéniques. La totalité des ménages utilisent une seule latrine (homme et femme) qui ne respecte pas l'intimité. La défécation des enfants à l'air libre est visible ici est là dans les sites d'hébergement des PDI. Les PDI habitants dans les écoles se partagent les toilettes avec les écoliers et il n'existe aucune douche. Les toilettes des écoles tout comme celles des sites ne sont pas entretenues et sont insuffisantes vu le nombre des utilisateurs. 87% des ménages PDI visités dans les familles d'accueil ne disposent pas des douches hygiéniques ni de latrines propres. 66 % des ménages ont déclaré ne pas se laver les mains pendant les 5 moments clés de lavage des mains. 4 à 5% de ménages disposent des dispositifs de lavage de mains bénéficiés lors de l'épidémie d'Ebola et qu'environ 16 % utilise le savon après avoir été à la toilette.
Education	Présence de 10070 enfants écoliers déplacés dont 4991 filles. Le taux de déperdition scolaire de 11% cette année par rapport à l'année scolaire passée. Le taux d'intégration scolaire des enfants PDI est de 41%, avec un taux de déperdition scolaire de 59% chez les enfants PDI. Taux de scolarisation des filles est de 49,56% contre 50,44% chez les garçons. Besoins en kits scolaires et de dédramatisation des enfants déplacés.
Moyens de subsistance	Les principales activités pour la survie dans la zone sont l'agriculture associée à l'élevage de petit bétail et au petit commerce des produits agricoles vivriers et industriels ainsi que des biens manufacturés. Il est ressorti pendant les enquêtes ménages que 73% des IDP recourent au travail journalier pour nourrir leur famille contre 21 % qui pratiquent le petit commerce et 6 % l'agriculture de subsistance. Toutefois ils ont du mal à se procurer des intrants (outils aratoire, semence,). Les commerçants ne disposent plus des capacités pour renforcer leur capitaux faute de l'inaccessibilité aux zones de production pour la substance.

1. CONTEXTE GENERALE DE LA MISSION D'EVALUATION EN COMMUNE RURALE D'OICHA.

1.1. Aperçu général de la crise en commune rurale d'Oicha.

Depuis 2014, le territoire de Beni est confronté à une crise humanitaire complexe à la suite de l'activisme des groupes armés dont le plus violent demeure celui des présumés ADF-Nalu (Allied Democratic Forces – National Army for Liberation of Uganda). Ces derniers causent désolations à la population par des tueries des civiles, de pillage des biens des populations, des enlèvements, d'incendie des maisons ainsi que des infrastructures en base communautaire. Comme conséquence, il s'observe des mouvements de populations civiles suivi d'une croissance de vulnérabilité liée au déplacement.

Au dernier trimestre de l'année 2020, il s'était observé une aggravation et une accélération de l'ampleur des violences perpétrées par ce même groupe armé. La conséquence en a été l'extension

de la zone d'action des ADF-Nalu qui, au départ était circonscrite à la partie nord-est de la ville de Beni précisément sur l'axe Beni-Eringeti en secteur de Beni-Mbau ; mais qui s'est élargi jusque dans le secteur de Ruwenzori et dans les territoires d'Irumu et de Mambasa en province de l'Ituri.

Au cours de l'année de 2021, plusieurs villages ont été abandonnés par leurs populations à la suite de la recrudescence des exactions commises par les présumés ADF-Nalu suivi d'importants mouvements de populations et d'énormes pertes en vie humaines ainsi que la dégradation du contexte humanitaire. Il a été noté plusieurs cas d'incendie des véhicules, des maisons commerciales et d'habitation ainsi que le pillage des produits de champs, d'élevage et des biens de valeur de la population suivi des tueries et des enlèvements des civiles en répétition.

Conformément à l'alerte liée à la dégradation du contexte humanitaire de la commune d'Oicha relayée par les points focaux de la zone ; OCHA-Beni l'avait pris en compte et la confirmer au Ehtools 4162. C'est ainsi que l'ONG ASDI-RDC a conduit du 28 au 31 Janvier 2022, une Evaluation Rapide Multisectorielle (ERM) afin de mettre à jour les éléments ayant trait à cette alerte de la commune rurale d'Oicha en Territoire de Beni pour éclairer la communauté humanitaire sur les besoins humanitaires de la zone.

1.2. Description de la crise déclencheur de l'évaluation

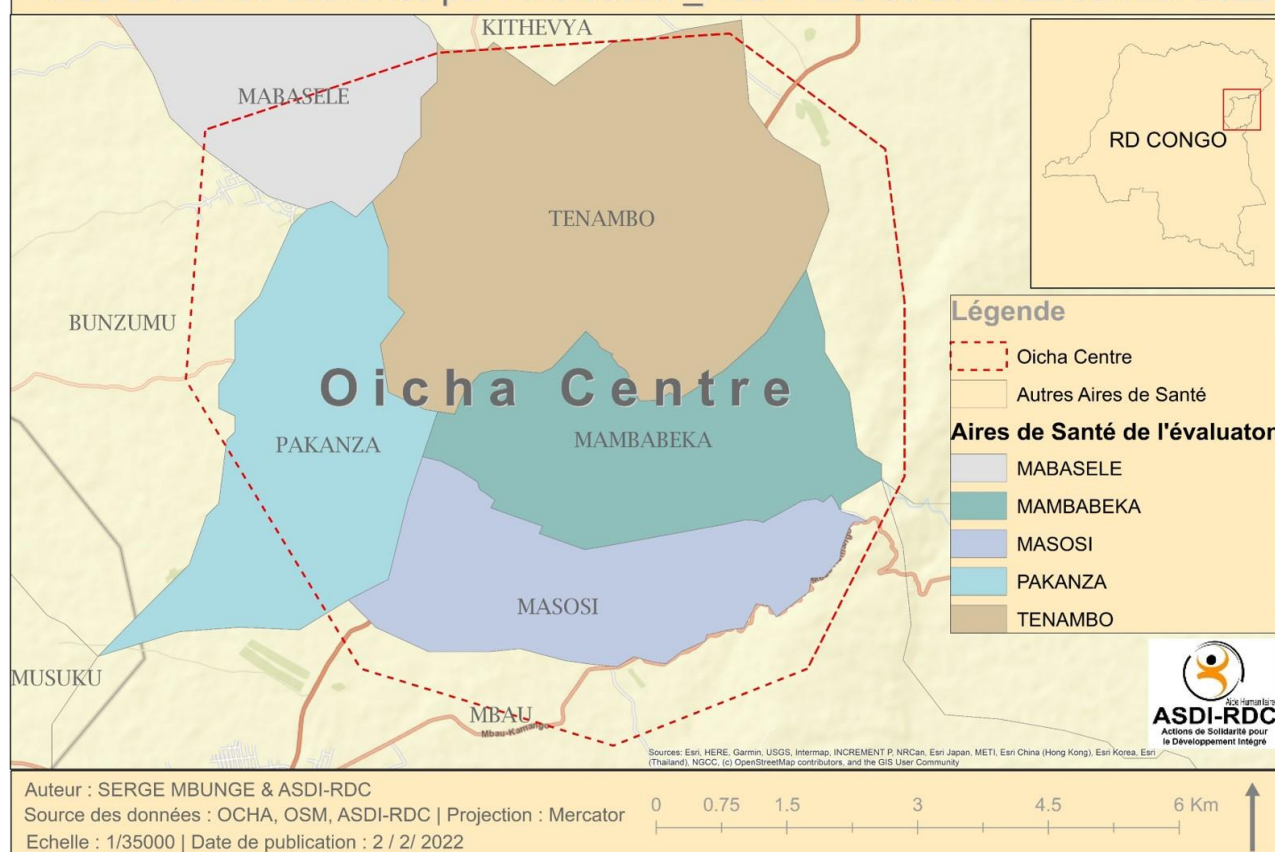
Nature de la crise :	- Conflit, - Mouvements de population		
Date du début de la crise :	1er /08/2021	Date de confirmation de l'alerte :	14 Janvier 2022
Code EH-tools	4162-Oicha-ZS d'Oicha		
Si conflit :			
Description du conflit	Du 1er Août 2021 à Décembre 2022, les attaques des ADF-Nalu se sont multipliées en territoires de Beni (Nord-Kivu) ; d'Irumu et de Mambasa (Ituri) suivi des violences accrues sur la population civile caractérisées par des tueries, du pillage des biens, des enlèvements et d'incendie des véhicules, des maisons ainsi que des infrastructures publiques. Ces violences ont causé un mouvement des populations des villages subissant ces atrocités vers les zones relativement sécurisées dont la commune rurale d'Oicha, en Territoire de Beni, Province du Nord-Kivu.		

1.3. Méthodologie de l'évaluation

Type d'échantillonnage :	Au cours de cette évaluation, nous avons recouru à deux types d'échantillonnage (Raisonné et Aléatoire simple). • Echantillonnage non-probabiliste de convenance s'est effectué à travers le contact de 28 informateurs clés sur le terrain et à distance et la sélection de 42 membres des 8 groupes de discussions communautaires ; • L'échantillonnage aléatoire simple s'est effectué sur un choix aléatoire de 100 ménages visités dont 70 des PDI et 30 des familles d'accueil.

CARTE DE LA COMMUNE RURALE D'OICHA EN TERRITOIRE DE BENI AU NORD-KIVU

Aires de santés couvertes par l'évaluation _ASDI-RDC du 20 au 22 Janvier 2022



Techniques de collecte utilisées

- La Revue de données secondaires (RDS),
- L'entretien avec :
 - Les Informateurs clés (IC) à distance et sur le terrain,
 - Les Groupes de discussion communautaire (GDC) mixtes (PDI et FA et Autochtones, hommes et femmes d'une manière séparée)
- Les Enquêtes ménage (récupération des informations dans les ménages)
- Observation libre (Visite des infrastructures scolaires, sanitaires, d'assainissement, points d'eau et sites des déplacés) et
- Analyse du marché.

Composition de l'équipe

- Henri Kambale Sivanzi (chef d'équipe d'évaluation référent SECA) : +243 997711556
- Janvier Kasereka Mbusa Kasayiryo (agent évaluateur référent Protection) : +243 979571010
- Corneille Katembo Katsuva : (agent évaluateur référent éducation) : +243 997130947
- Olive Kahambu Masehi (agent évaluateur référent santé et nutrition) : +243 972722138

1.4. Analyse « ne pas nuire »

Risque d'instrumentalisation de l'aide

Aucun risque n'a été signalé.

Toutefois, la zone a persisté dans une crise humanitaire avec plusieurs types d'assistance. Il y a un risque que certains leaders locaux cherchent s'approprier l'assistance dans le but de détournement.

Mitigation :

	Forte sensibilisation de la communauté sur les principes humanitaires de base durant toutes les activités pour dissocier les œuvres humanitaires aux ambitions d'enrichissement.
Risque d'accentuation des conflits préexistants	Vu que les affres de la guerre a affecté les PDI, les FA et les autochtones ; en cas d'assistance ciblée il y a risque d'éclosion des conflits entre différentes catégories sociales dans la zone. Mitigation : Forte sensibilisation en amont sur la cible, le score de vulnérabilité, le respect des principes humanitaires et l'implication des autorités dans le processus de l'intervention.
Risque de distorsion dans l'offre et la demande de services	La commune rurale est une agglomération qui communique par plusieurs centres. Les échanges commerciaux se font avec les agglomérations telles Beni, Mbau, Mavivi, même Butembo grâce à l'accessibilité physique qui est facile. Il y a lieu de confirmer que la distorsion dans l'offre et la demande est moins prévisible au regard de la situation sociogéographique de la cite d'Oicha, sauf imprévu.

1.5. Accessibilité physique

Type d'accès	Beni-Oicha est accessible pendant toutes les saisons en véhicule de toute marque sur une route asphaltée. Dans moins d'une heure l'on atteint la commune d'Oicha en voiture ou en moto en provenance de Beni-ville.
---------------------	---

1.6. Accès sécuritaire

Sécurisation de la zone	La zone est sécurisée par la PNC, les FARDC, l'ANR, la Monusco ainsi que les autorités locales. Ces services sont aussi opérationnels sur ce tronçon routier Beni-Oicha, ce qui fait croire à une sécurité relative pouvant faciliter l'accès humanitaire.
Communication téléphonique	Vodacom, Airtel et Orange couvrent la zone avec beaucoup plus de préférence au réseau Airtel.
Stations de radio	5 radios locales et communautaires émettent à partir de la commune d'Oicha et sont captées en FM, notamment la Radio Moto Oicha (103.0 FM), la Radio Tangazeni Kristu (90.0 FM), Radio Muungano Oicha (101.0 FM), Radio Evangélique Butembo (91.8 FM) et la Radio du peuple (96.5 FM). Ensuite, les radios nationales et internationales sont captées dans la zone : Radio France Internationale ; Okapi, Radio et Télévision Nationale Congolaise, RTGB, Radio Télé Rwanzururu-Beni, etc.

2. MOUVEMENT DE POUPULATION DU 1^{er} AOUT 2021 AU 22 JANVIER 2022

Localité/village (si possible, coordonnées GPS)	Ménages des autochtones avant fuite	Déplacés à cause de cette crise	Ménages des retournés	Réfugiés /rapatriés	pression
Commune rurale d'Oicha	26152	8522	-	-	32,5

Du 1^{er} Août 2021 au 22 Janvier 2022, au total 8522 ménages déplacés internes ont été enregistrés en commune d'Oicha repartis en 7 vagues ci-dessous reprises. Ces ménages vivent majoritairement en familles d'accueils, maisons abandonnées et d'autres par contre sont dans les maisons de location avec une énorme difficulté pour s'acquitter au paiement de loyer. D'autres par contre sont dans le site des déplacés et écoles.

Différentes vagues déplacement du 1^{er} Août 2021 au 22 Janvier 2022

Date	Effectifs ménages déplacés	Provenance (zones de fuite)	Cause de déplacement
Du 1 ^{er} aout au 14 octobre 2021	2471	Axe Luna-Komanda en Ituri, territoire d'Irumu	Tueries des civiles par les présumes ADF-Nalu sur cet axe
Du 15 au 23 octobre 2021	2510	Axe Mamove-Beumanyama au Nord-Kivu	Tuerie des civiles, pillage des biens et incendie des maisons des populations par les présumés ADF-Nalu
Le 25 octobre 2021	449	Axe Maleki-Baeti au Nord-Kivu	Tueries des populations suivies de pillage et d'incendie des maisons
Le 26 octobre 2021	518	Axe Mbau-Mantumbi	Tuerie des civile et par les présumés ADF-Nalu
Du 28 au 31 octobre 2021	518	Axe Mantumbi-Makumo/Byakato	Tuerie des civiles, pillage des biens et incendie des maisons de la population par les présumés ADF-Nalu
Du 1 ^{er} novembre au 31 décembre 2021	879	Mutueyi-Samboko, Chanichani au Nord-Kivu	Tueries des civiles dans leurs champs situés dans ces villages
Du 04 au 22 janvier 2022	1158	Mutsonge-Eringeti et et PK25 route Kamango	Incursion des ADF-Nalu et tuerie des civiles
Total ménages PDI	8522	Du premier Aout au 14 Octobre 2022	

Source¹ Annexe 1- Informateurs clés contacte lors de l'ERM

Dégradations subies dans la zone de déplacement	Les atrocités des présumés ADF-Nalu dans les zones de production de la population locale ont non seulement limité celle-ci à accéder à leurs champs mais aussi étouffer les activités commerciales. Notons qu'avant la crise ; l'agriculture, l'élevage de petit bétail ainsi que le petit commerce constituaient un moyen de survie de la population. C'est ainsi que l'arrivée continue des PDI dans la zone accentue la vulnérabilité en vivres, en AME, en moyens de substance et en abri.
Distance moyenne entre la	Entre 13 à 80 km/ temps parcouru : 1 à 4 jours (soit en pied soit en véhicule)

¹ Muthimabisa Nzoghera, Président CAD Oicha, Kambale Sindani, Coordinateur RAD Oicha, Kasereka Kabalami, President Societe civile, Kapangala Malikidogo, President PDI Oicha, Kakule Sibendire, representant PDI en famille d'accueille.

zone de départ et d'accueil	
Possibilité de retour ou nouveau déplacement (période et conditions)	- Il n'y a pas encore une intention de retour des déplacés dans leurs zones de départ car les ADF-Nalu y sont encore actifs et exactions y sont encore signalées. - Les sources locales ont indiqué que les opérations militaires en cours dans les villages de provenance des IDP auraient accentué un mouvement désordonné des présumés ADF dans les zones de provenance. Ce qui rend difficile de projeter un retour des déplacés.

3. APERÇU DE VULNERABILITES SECTORIELLES ET ANALYSE DES BESOINS

3.1. Protection

type d'incident	LIEU	AUTEUR(S) PRÉSUMÉ(S)	NB VICTIMES	COMMENTAIRES
Assassinat le 01 janvier 2022	Q Bakaiku	PNC	1 jeune garçon	Pendant le tapage nocturne de la festivité de Bonne année 2022
Les arrestations arbitraires le 01 janvier 2022	Q. Pakanza	PNC et FARDC	17 Jeunes garçons	Bouclage sous Etat de siège
Le 10 janvier 2022 : vol des biens 3 motos	Q Mbimbi Oicha ler Bakaiku	Inconnus	Populations civiles	Vol nocturne
Le 13 janvier 2022 : fusillade	Mukakira	FARDC	1 femme tuée	-
Le 15 janvier 2022 : arrestation arbitraire	Tenambo	FARDC et PNC	28 Jeunes garçons	Suite à la manifestation des jeunes contre la tuerie de 2 personnes civiles à TENAMBO
Le 15 janvier 2022 : meurtre par balle	Tenambo	FARDC	2 personnes tuées	-
Le 18 janvier 2022 : arrestation arbitraire	Tenambo	FARDC et PNC	29 jeunes arrêtés	Suite aux échauffourées à Tenambo
le 20 janvier 2022 : incendie de kiosques	Oicha Ngele	inconnus	2 kiosques Brulés	Incident produit la nuit
Le 21 Janvier 2022 : tracasserie	Oicha ler	FARDC	Tous les motards et cultivateurs utilisant l'axe Oicha-Mamove	Barrière spontanée illégale exige 500FC à tout passager sur cet axe
Le 22 janvier 2022 : viol	Mambanik e	Main armé non identifié	1 fille et 1 femme	Violence sexuelle accompagné du

				pillage de téléphones et argents
Le 25 janvier 2022 : arrestation arbitraire	Mamababe ka	FARDC	11 personnes arrêtées	Pendant le couvre-feu

Relations/Tension entre les différents groupes de la communauté	Semblerait-il que la cohabitation entre le peuple bantou et le peuple pygmée seraient volatiles vu que ce dernier serait pointé du doigt étant auteur de plusieurs cas de vol des produits de champs dans la zone.			
Existence d'une structure qui gère le cas d'incident rapporté.	La PNC, les autorités administratives locales et les FARDC gèrent les cas de protection. Les cas de violences sexuelles sont pris en charge par le centre de santé de référence de Masosi, Pakanza, Mambabeka, Tenambo et l'HGR d'Oicha.			
Impact de l'insécurité de l'accès aux services de base	• Perte/consommation du capital pour le petit commerce • L'accès très limité aux zones de production agricole réduit le revenu de la population • Hausse des prix des denrées alimentaires sur le marché ; • Insolvabilité des patients (IDP et autochtones) dans les structures de santé n'ayant pas le service de gratuite de soins faute des moyens financiers quel que soit la réduction des frais de soins ;			
Présence des engins explosifs	Les engins explosifs érigés ont été signalé au cours du mois de janvier 2022. En titre illustratif, le 05 Janvier 2022, un engin explosif du type artisanal a explosé au marché central d'OICHA sans pour autant faire des victimes.			
Perception des humanitaires dans la zone	Les sources locales ont indiqué que la présence des humanitaires constitue à la fois un soulagement et un appui psycho-social pour la population de la zone. Les humanitaires sont bien perçus en commune rurale d'Oicha.			
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Aucune	-	-	-	-
GAP	Gaps ✓ Stabilisation et pacification de la zone ; ✓ Insuffisance des acteurs humanitaires en protection ; Recommandations • Approfondir l'analyse protection Plaider pour renforcer des projets de prise en charge psycho-social des cas de violences sexuelles et d'autres formes de violence dans la zone.			

3.2. Sécurité alimentaire et moyen de subsistance

Situation de la sécurité alimentaire depuis la crise	L'insécurité alimentaire qui sévit dans la zone est consécutive à l'abandon des populations de leurs zones de production par la suite de l'activisme des présumés ADF-Nalu. Les ménages tant autochtones que déplacés subissent
---	---

	les effets identiques liés à l'occupation des zones de production par les présumés ADF-Nalu. Vu le nombre des déplacés en commune rurale d'Oicha et l'accès difficile aux champs ; les ménages tant déplacés que hôtes accèdent à un repas par jour composé de fois des tubercules accompagnées aux légumes. L'accès aux protéines tant animales que végétales est devenu difficile par la suite des crises récurrentes qui causent une faible production.								
<i>Production agricole, élevage et pêche et Moyens de subsistance</i>	L'agriculture de subsistance occupe 90 % des activités socio-économiques des habitants de la commune rurale d'Oicha. Les principales cultures vivrières sont le riz, le Haricot, la banane Plantain, l'arachide, le maïs et le manioc ainsi que les amarantes choux comme cultures maraichères. Les cultures pérennes comme Café, Cacao et le Palmier à huile occupent une place plus prépondérante dans la stabilisation de l'économie du ménage. Malheureusement, actuellement, les champs présentent un danger permanent pour cette population qui ne cesse malgré l'instabilité sécuritaire, de prendre les risques de se faufiler en allant dans leurs champs pour récolter quelques kilogrammes en vue de répondre au besoin du ménage. Suite à l'insécurité, la population concentre son activité agro-pastoral dans le centre urbain avec un très faible rendement à cause de l'infertilité du sol du a son épuisement. Quant à l'élevage par contre, il est presque inexistant car celui-ci se pratiquait dans les champs. Il est actuellement constaté une réduction des espèces animales jusqu'environ 10% de la production d'avant crise. Les principales activités pour la survie dans la zone sont l'agriculture associée à l'élevage de petit bétail et au petit commerce des produits agricoles vivriers et industriels ainsi que des biens manufacturés. Il est ressorti pendant les enquêtes ménages que 73% des IDP recourent au travail journalier pour nourrir leur famille contre 21 % qui pratiquent le petit commerce et 6 % l'agriculture de subsistance. Notons que toutes les activités de survie dans la zone tournent au ralenti par la suite de l'instabilité incessante causée par l'insécurité. Moyen de subsistance des ménages déplacés <table border="1"> <thead> <tr> <th>Moyen de subsistance</th> <th>Pourcentage (%)</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td>Agriculture de subsistance</td> <td>6</td> </tr> <tr> <td>Petit commerce</td> <td>21</td> </tr> <tr> <td>Travail journalier</td> <td>73</td> </tr> </tbody> </table> Les ménages déplacés vivant dans les familles d'accueil ayant des lopins de terre dans les zones plus ou moins sécurisées, ont commencé à pratiquer l'agriculture. Toutefois ils ont du mal à se procurer des intrants (outils aratoire, semence,).	Moyen de subsistance	Pourcentage (%)	Agriculture de subsistance	6	Petit commerce	21	Travail journalier	73
Moyen de subsistance	Pourcentage (%)								
Agriculture de subsistance	6								
Petit commerce	21								
Travail journalier	73								

	S'agissant des commerçants, ils ne disposent plus des capacités pour renforcer leur capitaux faute de l'inaccessibilité aux zones de production pour la substance.				
3.2.1. Situation des vivres dans les marchés	Il existe un marché central en commune d'Oicha qui est fonctionnel tous les jours de la semaine. Il regorge des quantités insuffisantes des denrées alimentaires (Mais, Manioc, Haricot, arachide etc.) ; justifiant ainsi une hausse de prix par rapport à la période d'avant la crise. A titre d'exemple :				
	ARTICLE		UNITE	COUT AVANT CRISE	COUT EN PLEINE CRISE
	Huile de palme	Bouteille	800 FC	1300 FC	
	Farine de manioc	Kg	700 à 800 FC	1500 FC	
	Haricot	Kg	700 à 800 FC	1200 FC	
	Mais	Kg	550 FC	800 FC	
	Banane plantin	Régime	1200 FC	5000 FC	
	Arachide	Kg	4000 FC	6000 FC	
	Riz	Kg	1500 FC	2100 FC	
	Poisson	Kg	7500 FC	15000 FC	
Sombé	Fagot	200 FC	500 FC		
Toutefois les produits manufacturés y sont en quantité importante et que leur prix ne diffère pas à celui de la ville de Beni.					
Réponses données					
	Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
	Pendant les entretiens, aucune réponse n'a jusque-là pas été signalée en faveurs des nouvelles vagues des déplacées. Il y a toutes fois la présence de quelques acteurs humanitaires qui continue avec leurs projets en faveurs de la vague de janvier jusqu'Aout 2021. Signalons par exemple Solidarités internationale (Wash dans quelques écoles et AGR.				

3.3. Eau, Hygiène et Assainissement

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	☒ Oui ☐ Non Si oui, ne pas collecter les informations pour ce secteur.
Risque épidémiologique	Pour des ménages vivants aux seins des sites et écoles, il y a risque de contamination et de transmission des maladies telles que Covid-19 vue la promiscuité et le non-respect des mesures barrières. L'éclosion du choléra n'est aussi pas à négliger.

Accès à l'eau après la crise	La couverture en eau potable est estimée à seulement 30 % en commune d'Oicha. Il se pose encore un problème d'accès à l'eau potable dans la zone, englobant les ménages tant des autochtones que des PDI. 14 points d'eau sur 145 répartis dans 5 aires de santé ont été évalués en commune rurale d'Oicha, soit 9,6%. Il s'agit de 8 Sources Aménagées soit 57,1 %, de 2 puits soit 14,2%, de 2 Forages soit 14,2 % et de 2 Bornes de Fontaine soit 14,2%. A l'issue de cette évaluation, il est ressorti les résultats suivants : - Le temps moyen d'approvisionnement est de 3 heures. D'où les ménages se réveillent à l'aube (surtout les femmes et les jeunes filles) pour des longues files d'attente avec tous les risques de protection possible ; 65 % de ces points d'eau nécessitent des réhabilitations vues leurs états de délabrement. - Cependant, 56% des points d'eau construits de la commune tarissent en saison sèche 80 % de ces points d'eau ne sont pas protégés contre 64 % non entretenus ; D'où, le renforcement de la desserte en eau potable devrait être envisagé dans la commune rurale d'OICHA.			
Type d'assainissement	Les sources locales ont indiqué qu'environ 63.25 % de la population disposerait des latrines dont 30% hygiéniques		Défécation à l'air libre : X Oui ☐ Non	
Commentaire	La défécation des enfants à l'air libre est visible ici est là dans les sites d'hébergement des PDI. Pour les PDI habitants les écoles, ces derniers se partagent les toilettes avec les écoliers et il n'existe aucune douche et donc ils se débrouillent pour se baigner. Les toilettes des écoles tout comme celles des sites ne sont pas entretenues et sont insuffisantes vu le nombre des utilisateurs. 87% des ménages PDI visités dans les familles d'accueil ne disposent pas des douches hygiéniques ni de latrines propres. 66 % des ménages ont déclaré ne pas se laver les mains pendant les 5 moments clés de lavage des mains. Les portes des latrines sont aussi insuffisantes dans les structures sanitaires.			
Pratiques d'hygiène	Selon les estimations de la communauté ; 4 à 5% de ménages disposent des dispositifs de lavage de mains bénéficiés lors de l'épidémie d'Ebola et qu'environ 16 % utilisent le savon après avoir été à la toilette.			
Réponses données				
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires
Oxfam.				
Gaps et recommandations	Gaps : - Les sources d'eau en cour de destruction sont à réhabiliter ; - Les comités de gestion de l'adduction et des forages seraient à redynamiser etc. ;			

- Assister les structures de base présentant une insuffisance en infrastructures d'assainissement (écoles, structures sanitaires, marché) pour la construction des latrines, douches, trous à ordures, impluviums...

3.4. Santé et nutrition

Y-a-t-il une réponse en cours couvrant les besoins dans ce secteur ?	☒ Oui ☐ Non					
Risque épidémiologique	Avec la pandémie du covid-19 et l'épisode passée de la maladie à virus Ebola ; les dispositions pratiques pour leur prévention sont mises en place par le BCZS d'Oicha.					
Impact de la crise sur les services	5 centre de sante ont été pille et détruit par les inconnus assimilés est présumé ADF. Il s'agit de CS KUKUTAMA, MUSUKU, MAMOVE, SAMBOKO et KITHEVYA.					
Indicateurs santé (vulnérabilité de base)						
INDICATEURS COLLECTES AU NIVEAU DES STRUCTURES DANS LES CS	TENAMBO	MAMBABE KA	MASOS I	PAKA NZA	MABAS ELE	MOYEN NE
1 Taux d'utilisation des services curatifs en %	29, 2%	55,4%	35,28 %	41%	57,26%	31.93%
2 Taux d'accouchement assisté par un personnel médical qualifié en %	ND%	101, 8,%	69%	55%	% ND	75.26%
3 Taux de morbidité lié au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans	12,6%	38%	10,7%	6,63%	% ND	16.98%
4 Taux de morbidité lié aux infections respiratoires aiguës (IRA) chez les enfants de moins de 5 ans	8,8%	3%	8,4%	16,9%	% ND	9.27%
5 Taux de morbidité lié à la diarrhée chez les enfants de moins de 5 ans	2,9%	% ND	2,16%	6%	% ND	ND
6 Couverture vaccinale en DTC3	ND	80,9%	72,46 %	79,3%	20,3%	94,39 %
7 Couverture vaccinale en VAR	195,2%	80,88%	143,47 %	147,9 %	29,6%	119,41 %
8 Pourcentage des enfants de 6 à 59 mois avec périmètre brachial (PB) <	ND%	% ND	ND%	ND%	% ND	%

à 115 mm avec présence ou non d'œdème								
9	Nombre de jours de rupture de médicaments traceurs au cours des trois derniers mois	7 Jours	15 Jours	9 Jours	13 Jours	15 Jours	11.8jours	
Commentaire : Pour le dernier trimestre de l'année 2021, il est remarqué que le taux d'utilisation de service curatif est en dessous de la moyenne soit 31.93 %. Ceci serait justifié par l'interruption de la gratuité de soins dans la ZS d'Oicha à l'exception du CS MASOSI qui bénéficie des interventions de FHI360. La récupération vaccinale des enfants déplacés a fait que la moyenne de couverture vaccinale en VAR soit de 119,41 % et en DTC3 94,39. %. Alors que le taux moyen de morbidité chez les enfants de moins de 5 ans lié aux infections respiratoires aiguës (IRA) serait de 9.27 %, le Taux de morbidité lié au paludisme chez les enfants de moins de 5 ans envoisinerait le 16,98 %. La rupture des médicaments serait 11 jours dans les structures sanitaires évaluées.								
Selon nos sources, le taux des enfants de 6 à 59 mois avec PB < à 115 mm serait inquiétant, soit ≥ 49%. Par conséquent, il serait utile de subventionner les structures sanitaires de la place en médicaments pour assurer la prise en charge gratuite des soins des PDI, réfectionner les bâtiments et appuyer les structures intégrées en nutrition et en intrants nutritionnels.								
Services de santé dans la zone		La commune rurale d'OICHA est couverte par 5 aires de santé : MAMBAMBEKA, PAKANZA, TENAMBO, MASOSI et MABASELE						
Structure de Santé	Type	Nbre des patients	Nbre personne 	Point d'eau	Portes de latrine	Service de triage	incinérateur	Fosse à plancenta
MABASELE	Etatique	ND	19	1	8	0	1	1
PAKANZA	Etatique	38	23	1	4	0	1	1
MASOSI	Etatique	20	10	0	4	0	1	1
TENAMBO	Etatique	42	15	0	4	0	1	1
MAMBAMBEKA	Etatique	ND	25	0	6	0	1	1
Réponses données								
Réponses données	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires		Commentaires			
SSP + Prise en charge des cas de malnutrition,	World Vision	ND	ND		Rupture en intrant			
Approvisionnement en médicament	FHI 360	AS MASOSI	Toutes les communautés hautes, autochtones et déplacées		Retard dans l'approvisionnement			
PALU, TBC et VIH/SIDA	SANRU PPSSP	Toutes les AS	Toutes les communautés		Insuffisance des molécules pour la PEC			

ND	PDSS /FBP	TENAMBO, PAKANZA et MAMBABEKA	Toute la population	L'appui est à 11, 42% de réalisation
Gaps et recommandations	Les médicaments (ou intrants) en rupture nécessitant un ravitaillement sont: • Les ARV • Test VIH/SIDA : • Médicaments génériques • Intrants paludisme : Arthémeter + Lumefandise, Paracetamol, Perfusion, Quinine et peros, ASAQ suppositoire).			

3.5. Education

Réponse en éducation	Quelques réponses sont en cours dans la zone avec quelque acteurs comme NRC et AVSI			
Impact de la crise sur l'éducation	- Ecoles sont détruites, occupées ou pillées dans les villages de provenance ; - Quelques arpents n'arrivent plus à payer les frais scolaires pour leurs enfants et préfère directement le retirer de l'école surtout au niveau secondaire ; - Quelques écoles primaires sont devenues pléthoriques à cause d'une part de la gratuité et de la présence des déplacés venus de certaines écoles qui ne sont plus fictionnelle et ou/ délocalisées. Cette situation a un impact considérable sur la quiétude et la qualité de l'enseignement, car les rations ne sont plus respectées pour la plupart de cas.			
Estimation du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise	Donner une indication du nombre d'enfants déscolarisés à cause de la crise par catégorie de population pertinente			
	CATEGORIE	HF	H	TOTAL
	DEPLACES	4991	5079	10070
	AUTOCHTONES	11108	11306	22414
	Note :			
	✓ Le taux de déperdition scolaire de 11% cette année par rapport à l'année scolaire passée (due probablement à l'instabilité dans la zone); ✓ Le taux d'intégration scolaire des enfants PDI est de 41%, avec un taux de déperdition scolaire de 59% chez les enfants PDI à cause de l'instabilité et manque des moyens chez les parents, bien que la gratuité soit là			
Indicateurs Education	Indicateurs Education			
	INDICATEURS COLLECTES AU NIVEAU DES STRUCTURES		OICHA	
	TAUX DE SCOLARISATION FILLES		49,56%	
	TAUX DE SCOLARISATION GARÇONS		50,44%	

Capacité d'absorption	Indiquer la capacité d'absorption des enfants déscolarisés par les écoles de la zone Avec la gratuité de l'enseignement de base, les salles de classe des écoles primaires sont pléthoriques. Ainsi l'absorption des écoliers déplacés poseraient des problèmes. D'où la nécessité d'agrandir la capacité d'accueil des écoles par la construction des nouvelles salles de classe
Services d'éducation dans la Zone	Les évaluations en éducation se sont basées sur les écoles primaires de la commune rurale d'Oicha.

Source : Sous division de l'EPST OICHA

Commentaire : vu ce tableau, les écoles primaires de la commune de Oicha auraient la capacité d'absorber les effectifs des enfants déplacés. Cependant, les plus grands défis restent les kits scolaires pour les enfants PDI, l'organisation des cours de récupération car ces enfants ont perdus des mois de retard au calendrier scolaire, traumatisme chez certains enfants, l'organisation des cantines scolaires car il s'observe une insuffisance des nourritures au sein des ménages déplacés.

Réponses données

NRC, AVSI et

Gaps et recommandations	Gaps : • Absence des organisations de prise en charge psycho sociale des élèves et enseignants de la zone ; • Besoin de cantine scolaire ; • Faible capacité d'accueil dans certaines écoles suite à la gratuité ; • Insuffisance/manque des kits scolaires y compris des uniformes pour les écoliers déplacés, et kits pédagogiques • Non accès des enfants à la nourriture avant et après la classe
	Recommandations : • Organiser des sessions d'appui psycho social aux élèves et enseignants de la zone ; • Distribution en kits écoliers, kit enseignants et kits récréatif ; • Réintégrer les enfants déscolarisés ou non scolarisés de la zone par des centres de rattrapage ou de récupération scolaire ; • Réhabilitation et/ou construction d'écoles et d'ouvrages d'assainissement (rares dans la plupart d'écoles) ; • Initier la cantine scolaire (ration alimentaire) ; • Prise en charge psycho sociale des enfants déplacés.

3.6. Abris et accès aux articles essentiels

Lieu d'hébergement	Lieu d'hébergement des IDPS 120% 100% 80% 60% 40% 20% 0% Pourcentage par rapport au lieu d'hébergement des IDPS à Oicha Série1 74% 12% 5% 6% 3% 100% <table><tr><td>Famille d'accueil</td><td>maison de location</td><td>Sites spontanés</td><td>Camps formels</td><td>Autres (Eglises, Ecoles, Maisons abandonnées)</td><td></td></tr></table> La majorité des PDI sont en famille d'accueil, soit 74 %. Le Pygmées sont en majoritairement dans un camp construit par NRC pour ce faire. 12 % sont dans les maisons de location.	Famille d'accueil	maison de location	Sites spontanés	Camps formels	Autres (Eglises, Ecoles, Maisons abandonnées)			
Famille d'accueil	maison de location	Sites spontanés	Camps formels	Autres (Eglises, Ecoles, Maisons abandonnées)					
Accès aux articles ménagers essentiels	Les évaluations ont révélé qu'il se pose un problème d'accès des ménages PDI aux Articles Ménagers Essentiels. Au moment de la fuite, la population déplacée abandonne ses effets de ménage derrière elle. Les quelques articles qu'elle utilise dès son arrivée en zone de déplacement sont ceux empruntés par la communauté hôte, parfois ils sont vétustes. Il s'observe une insuffisance en items de couchage (drap, couverture, natte, matelas...), en habits hommes, femmes et enfants et en ustensiles de cuisine (casserole, cuvette, bidon, gobelet, seau, bassin, cuillères, couteau etc.). Par cette carence, certaines personnes couchent à même le sol et les autres ne font que s'emprunter les items de cuisine des voisins.								
Possibilité de prêts des articles essentiels	Les familles utilisent des AME vétustes et insuffisants comme les leurs étaient pillés ou abandonnés. Tantôt ils utilisent des items en commun ou s'empruntent quotidiennement aux familles hôtes.								
Situation des AME dans les marchés	Depuis leur déplacement, les prix des AME n'ont pas tellement variés sur le marché ; sauf il se pose le problème de moyens financiers insuffisants de la population pour y accéder.								
Faisabilité de l'assistance ménage	L'assistance en AME dans les ménages ne peut poser aucun problème et rien n'a été rapporté dans la communauté pouvant entraver ce type d'assistance.								
Réponses données									
Réponses données	<table><tr><td>Organisations impliquées</td><td>Zone d'intervention</td><td>Nbre/Type des bénéficiaires</td><td>Commentaires</td></tr><tr><td>Abris</td><td>ALDI</td><td>Commune rurale d'Oicha</td><td>Intervention en cours pour les déplacés des vagues précédentes</td></tr></table>	Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires	Abris	ALDI	Commune rurale d'Oicha	Intervention en cours pour les déplacés des vagues précédentes
Organisations impliquées	Zone d'intervention	Nbre/Type des bénéficiaires	Commentaires						
Abris	ALDI	Commune rurale d'Oicha	Intervention en cours pour les déplacés des vagues précédentes						

Gaps et recommandations	Gap : Insuffisance remarquable des AME dans la plupart des ménages visités à Oicha. Et Insuffisance d'abris pour les PDI. Recommandation : Assistance foire ou cash aux AME et agrandir la capacité d'accueil des sites d'accueil /Appui au paiement des maisons à location pour les PDI
La situation épidémiologique :	La situation épidémiologique de la commune rurale d'OICHA reste dominée par la pandémie de COVID-19 qui sévit dans la Zone. Du 1er au 22 Janvier 2022, le bureau central de la Zone de Santé de OICHA a enregistré 5 nouveaux cas confirmés dont 4 au quarter OICHA ler et 1 au quartier MAMBABEKA. Les conséquences de la pénurie d'eau qui se pose avec acuité dans cette commune entre Janvier et Mars couplée à la faible pratique des mesures d'hygiènes y compris l'insuffisance de l'assainissement ainsi que la faible couverture en latrine et douche hygiéniques (moins de 30% au sein des communautés) risque favoriser la résurgence des épidémies jadis vécu dans la région. Vue la promiscuité et le non-respect des mesures barrières, les ménages vivants dans les sites et écoles présentent beaucoup des risques de contamination et de transmission des maladies telles que Covid-19.
Perspectives d'évolution de l'épidémie	En matière de l'évolution de la pandémie du covid-19, les sources locales ont révélé que la surveillance est active dans toute la commune rurale d'Oicha et que des cas sporadiques sont signalés dans la communauté.
Impact de la crise sur l'abri	La plupart des PDI vivent en famille d'accueil, certains dans des salles de classe de l'EP MWANGAZA qui héberge 38 ménages (6 à 9 ménages par salle de classe) et les autres dans le site collectif aménagé par l'ONG AIDES. En famille d'accueil comme dans les salles de classe et dans le site ; une promiscuité s'y observe et le risque de propagation des maladies transmissibles est évident. Notons qu'il existe ceux qui vivent dans des maisons de location et celles occupées gratuitement.

4. PROFILE HUMANITAIRE DE LA ZONE

Durant les 12 mois, les crises ont été réparties en 2 périodes : de janvier à Juillet 2021 et d'Août 2021 en Décembre 2022.²

CRISES	REPONSES DONNEES	ZONES D'INTERVENTION	ORGANISATIONS IMPLIQUEES	TYPE ET NOMBRE DES BENEFICIAIRES
CRISE DE JANVIER A JUIN 2021	AME et Food	Commune rurale d'Oicha	Samaritan's Purse	14574 ménages PDI et FA
	Abris	Commune rurale d'Oicha, Mbau et Mavivi	ALDI.	2000 ménages PDI et FA
	Education : construction hangar aux écoles	Commune rurale d'Oicha	NRC.	20 écoles ayant accueilli des PDI et écoles délocalisées

² Association locale **CAD Oicha, Président PDI Oicha, Représentant PDI en famille d'accueil.**

	FCL et Wash	Commune rurale d'Oicha	Solidarités International	2100 ménages des PDI
	Wash et protection FCL appui aux AVEC et transfert des compétences aux organisations locales	Commune rurale d'Oicha	Oxfam	20000 ménages PDI et autochtones
CRISE DU 1^{er} aOUT 2021 AU 22 JANVIER 2022	FHI360 est en cours d'intervention au CS Masosi pour la gratuité des soins au profit de toute la population (y inclus les PDI).			

5. BESOINS PRIORITAIRES/CONCLUSION.

Les secteurs concernés sont : Protection, Sécurité alimentaire/vivres, Moyens de subsistance, Abris, Articles ménagers essentiels, Eau-hygiène-assainissement, Santé, Nutrition et Education.

Besoins identifiés (en ordre de priorité par secteur, si possible)	Recommandations pour une réponse immédiate	Groupes cibles
--	--	----------------

5.1. Besoins en sécurité alimentaire

Insuffisance des vivres dans les ménages tant dans des familles déplacées que des autochtones. (légumes, légumineuses, céréales, protéines animales)

- Distribution des vivres (organiser une foire ou cash aux vivres dans la zone) ;
- Plaidoyer d'appuyer les initiatives locales pour jardinage, élevage de petit bétail et de basse-cours ainsi que des AVEC.

Autochtones vulnérables, PDI et FA

5.1. Besoins en AME

Insuffisance d'articles ménagers dans les ménages des PDI ainsi que des FA (bidons, casseroles, assiettes, literie, couverture, habits hommes, femmes et enfants etc.)

- Organiser un ciblage visant l'identification des ménages plus vulnérables en AME ;
- Organiser une distribution foire aux AME.

PDI et FA

5.3. Besoins en santé et nutrition

- Besoin de gratuité des soins aux PDI dans toutes les structures de santé de

- Faire un plaidoyer auprès de FHI360 ou à d'autres partenaires santé de pouvoir étendre les activités de gratuité dans les autres structures de la zone

la commune d'Oicha car pour accéder aux soins gratuits, ceux-ci parcourent des longues distances (uniquement au CS Masosi) ;	- Renforcer l'approvisionnement des intrants nutritionnels pour appuyer les UNTA et UNS fonctionnels dans les centres de santé en intrants.	Autochtones, PDI et FA
- Insuffisance d'intrants de nutrition dans les centres de santé ;	- Plaidoyer auprès des partenaires pour renforcer l'approvisionnement	
- Insuffisance des réactifs en usage GVB dans les Centre de santé (unigold, détermine et double Check)		

5.2. Besoins en éducation	- Subvention des frais scolaires ; - Mécanisation des enseignants ; - Distribution des kits didactiques - Apport des kits scolaires des élèves (fournitures et uniforme) ; - Organiser une cantine scolaire ; - Appui à la construction et réhabilitation des écoles de la place - Organisation d'une école « centre de récupération scolaire ».	• Enfants en âge scolaire de la zone • Enseignants,
5.3. Besoins Eau, hygiène et assainissement	- Augmenter le taux d'utilisation des latrines hygiéniques par la construction des latrines familiales, dans les écoles et dans les centres de santé de la zone ; - Aménagement et/ou réhabilitation des sources d'eau non construites pour faciliter l'accès à l'eau potable dans la zone y compris le forage - Sensibiliser la population sur les règles d'hygiène.	FA, PDI et autochtones
5.4. Besoins moyens de subsistance	- Appuyer les ménages à travers les AGR en moyen terme pour l'auto prise en charge des communautés présentes dans la zone. - Organiser une assistance à travers le cash inconditionnel (pour faciliter le paiement de loyer, contribution à la location de terre pour la pratique agricole). - Renforcer la paix dans les zones de production (agriculture et d'élevage) ; - Sensibilisation des leaders politico-administratifs et militaires pour la paix durable	- Tous les leaders confondus de la zone ; - Ménages déplacés, familles d'accueil et autres vulnérables des communautés

6. LES ANNEXES

6.1. Quelques photos prises lors de l'évaluation



ASDI-RDC : Photo prise lors d'un échange avec les PDI habitant à l'EP Mwangaza, au quartier Pakanza/OICHA



ASDI-RDC : Photo prise lors d'un focus groupe dans la cellule Mutukambali, quartier Oicha I^{er}, Commune rurale d'Oicha

Annexe 2- Liste des informateurs clés

NOM	FONCTION	STRUCTURE	CONTACT
MUTIMABISA NZOGHERA	Président axe Oicha-Eringeti	CAD	+243 994092309
KAMBALE SINDANI	Coordonnateur	RADI	+243 992433127
KASEREKA KABALAMI	Président	SOCIV Oicha	+243 994914521
KAPANGALA MALIKIDOGO	Président PDI	Comité PDI Oicha	+243 820330642
KAKULE SIBENDIRE	Président FA	Comité FA	+243 990368098
PALUKU BONANE	Conseiller	SOCIV Oicha	+243 970276818
KAVIAVU	SOUS PROVED ADJOINT	EPST Oicha	+243 976100077
ARCENE	Infirmier Titulaire	CS TENEMBO	+243 899954036
KAPALALI	Infirmier Titulaire	CS KITEVIA	+243 818325330
MAHAMBA	Infirmier Titulaire	CS MABASELE	+243 893305871
KAGHOMA	Infirmier Titulaire	CS PAKANZA	+243 995489792
RICHARD	Infirmier Titulaire	CS MASOSI	+243 825320553
JEANOT SUMBUKA /SUP	SUPERVISEUR ZS OICHA	BCZ OICHA	+243 0997731794

Annexe 3- Information des écoles opérationnelles à l'EPST Oicha

Ecoles	Type	Nbre des classes	Nbre d'élèves inscrits au début de l'année	Nbre d'enseignants	Ratio élève/enseignant	Ratio élève/salle de classe	Point d'eau fonctionnel < 500 m
EPA MASOSI	NC	12	612	12	51	51	OUI
EP MASOSI	NC	6	150	7	21	25	Non
EP MUKAKIRA	NC	6	175	7	25	29	Oui
EP MWANGAZA	NC	30	1654	33	50	55	Oui
EP ADONGA	NC	6	289	7	41	48	Oui
EP BALOLU	NC	11	593	12	49	54	Oui
EP TEMBU	CECA	8	381	8	48	48	NON

EP TUADIBISHE	CECA	18	631	20	32	35	Oui
EP WAKALIRE	CECA	6	305	8	38	51	Oui
EP KASUKU	CECA	9	561	9	62	62	OUI
EPA OICHA	CECA	24	1214	27	45	51	OUI
EP KATUNDWI	CBCA	20	957	20	48	48	NON
EP KITWA	CBCA	6	287	6	48	48	NON
EP LOMBE	CBCA	6	116	6	19	19	OUI
EP MAMBAIKE	CBCA	6	299	7	43	50	OUI
EP MANZALI	CBCA	19	1090	20	55	57	OUI
EP MATABA	CBCA	11	462	9	51	42	NON
EP MATEMBWE	CBCA	6	194	6	32	32	OUI
EP MUNDUBIENA	CBCA	14	518	14	37	37	OUI
EP NZANZA	CBCA	9	417	9	46	46	OUI
EP PAKANZA	CBCA	11	536	11	49	49	NON
EP TANDIKA	CBCA	11	330	12	28	30	OUI
EPA KALIMBA	CBCA	6	319	6	53	53	OUI
EP KITOKOLO	11° CAC	15	729	18	41	49	NON
EP TOTOLITO	11° CAC	6	218	6	36	36	OUI
EP AMKENI	ADV	13	595	13	46	46	OUI
EPA BAKAIKO	ADV	8	417	9	46	52	OUI
EP NGONDA	ADV	7	209	8	26	30	OUI
EP MAYAZOLA	KIMBA	15	829	17	49	55	NON
EP OICHA	CEPAC	12	473	13	36	39	NON
EP KAPUPA	NC	12	589	12	49	49	OUI
EP AMANI	CATH	8	404	12	40	51	OUI
EP KASOPO	CATH	6	266	6	44	44	NON
EP KENGE	CATH	10	576	10	58	58	OUI
EP KITUKU	CATH	9	186	9	21	21	NON
EP KUKUTAMA	CATH	6	187	6	31	31	OUI
EP MABASELE	CATH	25	1007	26	39	40	OUI
EP MABATUNDU	CATH	6	180	6	30	30	NON
EP MBIMBI	CATH	13	748	14	53	58	OUI
EPA MAENDELEO	CATH	14	777	17	46	56	OUI
EP MAMIKI	CATH	19	867	21	41	46	OUI
EP MILOLYA	CATH	14	349	16	21	25	NON
EP MULAKOKU	CATH	6	258	6	43	43	NON
EP MUUNGANO	CATH	27	1238	30	41	46	OUI
EP PABAOTA	CATH	8	522	10	52	65	OUI
EP TANDIKA	CATH	6	146	6	24	24	OUI
EP MANGIMU	CATH	6	185	6	31	31	NON
EP BILIMANI	CECA	21	1074	23	47	51	OUI
EP BURUTSU	CECA	15	828	17	49	55	OUI
EP KITHEVYA	CECA	8	419	8	52	52	NON
EP MBIMBI	CECA	20	1006	23	44	50	OUI
EP PWENTI	CECA	6	199	6	33	33	NON
EP EPHATA	CECA	6	65	7	9	10	OUI
EP ARARATI	CEPAC	6	103	6	17	17	NON
EP ITOMU	CEPAC	6	396	6	66	66	OUI
EP MULE	CBCE	7	329	8	41	47	OUI
EP NGELE	EPRO	18	1029	18	57	57	OUI
EP NGWANGWA	ECI	8	424	8	53	53	NON
EP ROI DAVID	EERA	12	526	13	40	44	OUI
EP HEUBRON	EERA	6	240	6	40	40	OUI
EP TUSHINDE	ECEERC	6	136	6	23	23	NON
CSC LE COPIN		6	198	6	33	33	NON
EP MWENGE	P	6	116	6	19	19	NON
EP MOKITO	CECA 20	7	260	7	37	37	NON
EP LIMINYA	11° CAC	6	118	6	20	20	NON
EP THUAMBE	CEBCA	6	107	6	18	18	OUI
EP PARISSOIRE	ADV	6	194	6	32	32	NON
EP HURUMA	KIMBANG	6	204	6	34	34	NON
EP KINWEMBO	KIMBANG	7	200	8	25	29	NON
EPA MAKENE	NC	9	269	10	27	30	NON
TOTAL			32484				